

Lutte à la pauvreté

Le temps d'agir !

En cette fin d'année 2000, au moment où les médias nous rappellent l'excellente performance de notre économie en nous signalant que nous vivons la plus longue période de croissance depuis 40 ans, le Conseil national du bien-être social rend publiques ses données sur le taux de pauvreté au Canada en 1998.

Selon le Conseil, le Québec détiendrait, parmi les provinces canadiennes, le triste record de pauvreté alors que 22 % de sa population vivrait en bas du seuil de faible revenu tel qu'établi par Statistique Canada.

Le gouvernement du Québec n'a pas tardé à réagir. En effet, le ministre responsable de la Solidarité sociale, André Boisclair, s'est rapidement insurgé contre le rapport déposé par le Conseil en affirmant qu'il faussait le débat sur la pauvreté en tirant des conclusions alarmistes et injustifiées sur le taux de pauvreté au Québec.

Selon lui, le Conseil n'a pas tenu compte dans ses calculs de la fiscalité plus distributive qui existe au Québec, ni des variations importantes que la structure des dépenses de consommation et des prix subit d'une région à l'autre du Canada.

Les arguments du ministre Boisclair ne sont pas dénués de fondement, mais, même s'ils permettent de contester le taux de 22 %, la pauvreté au Québec demeure à un niveau dramatiquement élevé.

C'est d'ailleurs la perception que partagent nombre de Québécois. Sensibles aux dures réalités vécues par des milliers de personnes, ils n'ont pas attendu le rapport du Conseil national du bien-être social pour agir et répondre généreusement aux collectes d'argent et de victuailles lancées, au début de décembre, par différents organismes venant en aide aux plus démunis de la société.

Les déclarations du ministre Boisclair sont éloquentes quant à l'attitude qu'affiche le gouvernement dans le dossier de la pauvreté. Malgré les interventions des organisations syndicales, de la Fédération des femmes du Québec, du Collectif pour une loi sur l'élimination de la pauvreté et de différents groupes communautaires, le gouvernement Bouchard, par son indifférence, son manque troublant d'action, ses incessantes tergiversations, démontre à quel point il est déconnecté de la réalité. Plutôt que de s'attaquer au problème structurel de la pauvreté, comme nous le revendiquons, il s'est contenté de hausser le salaire minimum d'un maigre 0,10 \$! Une mesure aussi insuffisante qu'insultante.

Quant au gouvernement fédéral, l'attitude désinvolte du premier ministre Chrétien, au cours de la campagne électorale de l'automne dernier à l'égard des revendications du mouvement des femmes, témoigne de son manque de lucidité.

Heureusement, de plus en plus de Québécois sont conscients que la lutte à la pauvreté, c'est bien plus qu'un geste de générosité que l'on répète chaque année, en décembre. Mais le fossé entre les attentes qu'ils nourrissent et les tergiversations sans fin de gouvernements qui ont perdu le sens des réalités et abdiqué un bon nombre de leurs responsabilités, ne cesse de se creuser.

C'est pourquoi, malgré les timides gains obtenus à la suite des mobilisations de l'automne dernier, l'espoir de vivre un jour dans un Québec sans pauvreté est plus vivace que jamais. Cet espoir, porté, véhiculé par de nombreux organismes, c'est à chacun d'entre nous de l'entretenir, de lui donner l'impulsion dont il a besoin pour qu'enfin, il devienne une réalité.

Dans les mois qui viennent, nous serons conviés à d'importants rendez-vous, tels le projet de loi modifiant le Code du travail, la réforme de l'assurance-emploi, le Sommet des peuples des Amériques, autant d'occasions pour les différentes composantes de la société civile québécoise, dont la Centrale des syndicats démocratiques (CSD) fait partie intégrante, de prendre position et de manifester leur force et leur détermination afin qu'ensemble, collectivement, nous puissions bâtir une société plus humaine, dont la justice sociale constituera la véritable pierre d'assises. Face aux attitudes attentistes de nos gouvernements, c'est un devoir auquel nous n'avons pas le droit de nous soustraire. ☺

François Vaudreuil

Président, Centrale des syndicats démocratiques (CSD)

